

# L'impôt européen, vite !



CHRONIQUE

## Pierre-Cyrille Hautcœur

Ecole d'économie de Paris, EHESS

Un des enseignements cruciaux de l'histoire financière est que les stabilisations peuvent être aussi soudaines que les crises. Pour nous en tenir au cas français, 1926 et 1958 ont vu deux retournements rapides de situations macroéconomiques considérées comme inextricables. Il en fut de même en Grande-Bretagne en 1931 ou aux Etats-Unis en 1933. Les entrepreneurs et les investisseurs peuvent accepter des pertes. Ils ne peuvent se passer de l'espoir de gains futurs. C'est à cette condition que les entreprises sont relancées après faillite par ceux qui bénéficient de leur acquisition à bas prix. De même, ceux qui ôtent leurs capitaux de Grèce ou d'Espagne seront les premiers à racheter les obligations qu'ils ont vendues s'ils peuvent espérer voir leurs prix remonter.

La condition du retournement n'est pas le choix de la bonne solution technique, mais la démonstration d'une détermination politique. Les solutions techniques sont multiples (aujourd'hui les euro-obligations, des prêts massifs de la Banque centrale européenne aux banques espagnoles, l'augmentation de la taille des fonds de stabilisation), mais leur mise en œuvre peut échouer à inverser la tendance, surtout si elle est retardée ou si l'objet de

débats tels que leur pérennité reste incertaine. Le cœur de la solution est donc politique. L'Europe est aujourd'hui, de nouveau, à un tournant. Soit elle fait le choix d'une capacité politique, soit elle lance aux marchés le signe que seuls les gouvernements nationaux peuvent agir. Dans ce dernier cas, les fuites de capitaux depuis les pays « risqués » s'accroîtront. Comme dans les années 1930, ces fuites attaqueront tous les pays, mais successivement, ce qui laissera chacun croire pendant un temps qu'un ou deux seulement sont concernés, et empêchera la prise de conscience et de décision collective.

Le dilemme des gouvernements est aujourd'hui le suivant : ils peuvent parvenir à des solutions techniques à court terme, mais jugent les annonces politiques importantes trop longues à discuter et à adopter pour avoir un effet sur des marchés financiers, dont les délais de réac-

**Pour maintenir l'union monétaire, et parce que celle-ci était un premier pas vers une union toujours plus grande, la reconnaissance de l'union politique est nécessaire**

tion sont infiniment plus rapides. Ce problème est réel, mais exagéré. Si la volonté politique est présente, elle peut être manifestée rapidement, même si la mise en œuvre prendra du temps.

Au fond, l'enjeu est simple : l'Europe a créé une monnaie commune. L'histoire nous enseigne que la monnaie est un attribut majeur de la souveraineté, et que sans une souveraineté politique portant sur le même territoire et capable de compenser les effets inégaux d'une monnaie unique selon ses régions, cette union monétaire est vouée à souffrir des crises durables et à disparaître. Pour maintenir l'union monétaire, et parce que celle-ci était, d'emblée, un premier pas vers une union tou-

jours plus grande, la reconnaissance de l'union politique est nécessaire. Sauf à renier leur projet passé, et à en subir les conséquences aujourd'hui par la disparition de l'Union européenne dans toutes ses dimensions, les Européens doivent se doter des institutions garantissant leur union future. Ils doivent manifester cette volonté d'une manière claire. Si c'est le cas, les spéculations tant philosophiques que financières cesseront.

Quels actes peuvent signaler cette volonté ? Les gouvernements doivent aujourd'hui dire ce qu'ils proposent aux Européens : armée européenne unique, impôt européen, justice européenne, diplomatie européenne sont des candidats possibles qui représentent des transferts clairs de souveraineté et le choix d'un destin largement commun. Le plus efficace aujourd'hui, alors que les inquiétudes sont d'abord économiques, serait sans doute un transfert de souveraineté fiscale, avec la création d'un impôt européen sur le revenu qui rendrait chaque citoyen comptable et juge du fonctionnement de l'Union. Un tel impôt serait la garantie et la source des dépenses communes de l'Union, au premier rang desquelles viendrait la dette commune européenne qui sera nécessairement créée au cours de la résolution de la crise actuelle. Il se substituerait à des impôts nationaux dont la disparition signifierait clairement ce transfert de responsabilité. Il créerait l'équité entre Européens, que les Allemands réclament à juste titre.

Pour mettre en place un tel impôt, les bureaucraties nationales suffiraient, sauf à être renforcées en cas de besoin. Le signe du fonctionnement équitable d'un tel impôt serait la création d'une police fiscale unique, sorte de FBI européen qui centraliserait les informations provenant des administrations fiscales nationales, poursuivrait les fraudeurs et aiderait à coordonner la lutte contre l'évasion fiscale. Cette police serait le symbole de l'égalité devant la loi dans toute l'Union, et un instrument puissant pour rétablir la puissance du droit face aux évasions multiples que la libéralisation financière a permises. Les partisans de l'ordre et ceux de l'égalité pourraient s'y retrouver, et l'Europe en sortir puissante et efficace, souveraine et durablement crédible. ■

## LA CRISE DE L'EURO

# Un traitement de faveur pour l'Espagne

Madrid échappe aux contraintes qui ont été imposées aux « petits » pays sous tutelle, Irlande, Grèce et Portugal

L'Espagne recevra jusqu'à 100 milliards d'euros de l'Union monétaire pour recapitaliser ses banques. En contrepartie, ses partenaires lui demandent d'assainir son secteur bancaire mis à mal par l'éclatement de la bulle immobilière. Des représentants du Fond monétaire international (FMI), de la Commission, de la Banque centrale (BCE) et de l'Autorité bancaire (EBA) européennes seront dépêchés à Madrid pour dresser un état des lieux et superviser la restructuration du secteur financier et de ses pratiques.

A la différence de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, les trois autres pays sous assistance, Madrid n'est donc pas placé sous la tutelle de ses bailleurs de fonds. Les contreparties qui lui sont demandées devraient se limiter au secteur bancaire, quand Athènes, Dublin et Lisbonne ont dû accepter des plans d'austérité et de réformes bien plus larges.

**En Grèce, une fenêtre s'ouvre.** A une semaine des élections législatives grecques du 17 juin, l'accord conclu avec Madrid est perçu comme une « fenêtre espagnole pour la renégociation », selon le quotidien proche de Nouvelle Démocratie (ND, droite), *Eleftheros Typos*.

Tous les partis s'engouffrent par cette fenêtre en espérant un changement de l'Europe et un inflexionnement de la position allemande, qui permettrait de desserrer le corset de l'austérité. « Les développements en Espagne confirment la position que nous défendons depuis le début », a indiqué Alexis Tsipras, le dirigeant de la coalition de la gauche radicale (Syriza) dans un entretien au quotidien *Avgi*. « A savoir : la crise est un problème européen et la manière dont il a été traité jusqu'à présent a été complètement inefficace et désastreuse sur le plan social. » Le Syriza demande l'annulation du Mémoire, ce texte signé avec l'Union européenne et le Fonds monétaire qui répertorie les contreparties demandées à Athènes en échange de l'aide de 240 milliards d'euros accordée par la « troïka » de ses bailleurs de fonds (Commission européenne, BCE, FMI).



Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, répond aux questions de la presse, dimanche à Madrid. DANI POZO/AFP

Pour le président de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, l'exemple espagnol montre qu'il y a une possibilité de renégocier le plan plutôt que de « tout casser et d'isoler la Grèce de l'Europe ». Syriza et Nouvelle Démocratie sont au coude à coude pour remporter la première place, dimanche.

Evangélos Venizélos, le président du Parti socialiste grec (Pasok), en perte de vitesse, plaide lui aussi pour une renégociation substantielle du Mémoire. « L'exemple espagnol donne une autre dimension à la crise qui est paneuropéenne. Elle n'est pas grecque, elle n'est pas portugaise, elle n'est pas irlandaise », a expliqué l'ancien ministre des finances.

**En Irlande, l'opposition grogne.** Les Irlandais grincent des dents après l'annonce du plan de sauvetage des banques espagnoles. L'op-

position, en particulier, estime que Madrid a obtenu des conditions d'aide beaucoup plus favorables que Dublin. Les crises des deux pays sont pourtant très similaires : il s'agit, dans les deux cas, de l'explosion d'une énorme bulle immobilière, qui a entraîné la chute des banques et forcé l'Etat à voler à leur secours.

« L'Espagne va moins payer pour ses prêts que le gouvernement irlandais. La stratégie de réduction de la dette et du déficit restera déterminée par son propre gouvernement. La troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) n'ira pas inspecter le pays », s'insurge Pearse Doherty, du Sinn Féin, le parti le plus anti-austérité d'Irlande. « Beaucoup d'Irlandais vont se demander pourquoi il y a certaines conditions pour nous et d'autres pour l'Espagne », ajoute M. Doherty.

Le gouvernement irlandais a choisi, pour sa part, d'applaudir l'accord espagnol. Car Dublin a absolument besoin de stabilité dans la zone euro pour espérer revenir sur les marchés obligataires début 2014, comme le prévoit son plan de secours. Toute mesure visant à calmer la crise est donc la bienvenue. Qui plus est, l'aide aux banques espagnoles, même si elle n'est pas accompagnée d'un plan de rigueur, sera comptabilisée dans sa dette publique. Madrid espérait y échapper, mais Berlin a refusé. Du point de vue comptable, la facture du plan de sauvetage sera donc affichée de la même façon qu'en Irlande.

Il n'est pas sûr que ces arguments convainquent les Irlandais qu'ils ne sont pas les victimes d'un système traitant différemment « petits » et « grands » pays européens.

**Le dilemme portugais.** Le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, ne veut pas ternir son image de bon élève des pays placés sous la tutelle européenne. Lui qui n'a cessé de proclamer, depuis son élection en 2011, qu'il n'allait demander « ni plus de temps ni plus d'argent » à l'Europe, et qui suit sans faille le chemin tracé par la troïka pour redresser ses comptes publics, a pris soin de couper cours au début de polémique que suscite le plan d'aide dont pourrait bénéficier l'Espagne.

Alors que l'opposition socialiste insiste pour qu'il renégocie le plan de sauvetage de 78 milliards d'euros accordé, en mai 2011, au Portugal en échange d'un vaste plan d'austérité, il a déclaré qu'il n'y avait « aucune raison de demander de nouvelles conditions ». Dimanche, il s'est voulu rassurant en affirmant avoir « la certi-

**Chypre devrait solliciter l'aide de l'Europe et du FMI**

Chypre pourrait solliciter l'aide de la zone euro et du FMI le week-end des 16 et 17 juin. L'assistance pourrait représenter une dizaine de milliards d'euros, pour recapitaliser les banques, mais aussi couvrir les besoins budgétaires de l'île. Et s'accompagnerait d'un plan d'assainissement des comptes. La petite République n'a, en particulier, pas les moyens de secourir la deuxième banque du pays, Cyprus Popular Bank, fragilisée par la restructuration de la dette grecque. Chypre n'a plus accès au marché depuis un an, mais a pu bénéficier jusqu'ici d'un prêt de la Russie pour éviter une mise sous assistance internationale.

tude » que si l'Espagne bénéficiait de conditions avantageuses, elles seraient « étendues au reste des pays sous assistance ».

Ces propos répondent aux critiques du secrétaire général du Parti socialiste portugais (PS), Antonio José Seguro, qui a insisté sur la nécessité que « l'Union européenne traite tous les Etats membres de la même manière. Il ne peut pas y avoir des Etats de première et des Etats de seconde catégorie ».

Pour le dirigeant socialiste, qui répète que le pays « n'en peut plus », étouffé par la rigueur, le plan d'aide espagnol représente surtout une chance : « La reconnaissance de la part de l'Union européenne que l'austérité n'est pas le chemin à suivre. »

Le plan de sauvetage du Portugal s'est accompagné de sévères coupes budgétaires. La consommation est en chute libre, la récession se poursuit, et le produit intérieur brut (PIB) devrait encore reculer de 3 % en 2012, avec un chômage qui pourrait afficher le taux record de 16 %. Résultat : les partis anti-troïka gagnent du terrain dans les sondages. Un traitement de faveur espagnol ne ferait que les renforcer. ■

ALAIN SALLES (À ATHÈNES),  
ERIC ALBERT (À LONDRES)  
ET SANDRINE MOREL (À MADRID)

## Le prêt européen au secours des caisses d'épargne

Madrid  
Correspondance

Le répit aura été de quelques heures à peine. Lundi 11 juin, les marchés ont de nouveau sanctionné l'Espagne, malgré le plan de sauvetage européen de ses banques, annoncé samedi 9 juin par les ministres des finances de l'Eurogroupe. Après avoir ouvert à la hausse, gagnant jusqu'à 5 points, l'indice boursier espagnol, l'I-bex 35, a clos la journée en recul de 0,54 %. Le taux à 10 ans des emprunts espagnols, qui était descendu sous la barre des 6 %, est rapidement remonté à 6,5 %.

Trop de doutes planent sur le pays mais aussi sur l'Europe. Les élections grecques, dimanche 17 juin, et le sommet européen à la fin du mois définiront le futur de la zone euro. Quant à l'aide des banques espagnoles, elle reste à préciser. Quel taux ? Quelle durée ? Quelles conditions ? Et quel montant ?

La somme offerte par Bruxel-

les, 100 milliards d'euros, est un maximum. La demande chiffrée de l'Espagne ne sera formalisée qu'après la remise par les deux cabinets d'audit indépendant, l'allemand Roland Berger et l'américain Oliver Nyman, de leur analyse du secteur bancaire espagnol. Ce qui est une question de jours.

Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié samedi estime à 40 milliards d'euros les besoins du secteur. Et souligne que toutes les banques du pays, à l'exception des deux principales, Banco Santander et BBVA, qui représentent 33 % des actifs bancaires, sont susceptibles d'avoir besoin d'une aide en cas de forte récession.

Selon le FMI, « le cœur du secteur financier espagnol est bien géré et résistera à de nouveaux chocs, mais il existe encore d'importantes vulnérabilités dans le système ». Les principales faillites proviennent des anciennes caisses d'épargne, qui ont déjà fait appel aux fonds publics, comme

Bankia, Novacaixagalicia ou de Catalunya Caixa. Elles représentent près de 22 % du secteur, mais pourraient nécessiter jusqu'à 80 % des fonds européens afin d'assainir leurs bilans, plombés par les crédits « problématiques », hérités de l'éclatement de la bulle immobilière.

### Exigences de Bruxelles

Celles qui n'ont jamais reçu d'aide publique, comme Ibercaja, Liberbank, Unicaja, mais aussi la Kutxa et CaixaBank, troisième entité financière du pays, pourraient avoir besoin d'aide, mais dans une moindre mesure. De même que les petites et moyennes banques, Banco Sabadell, Banco Popular ou Bankinter, moins exposées aux crédits accordés aux promoteurs.

Les établissements qui auront recours au plan européen seront-ils les grands gagnants ? Ils devront se plier aux exigences de Bruxelles, ce qui devrait se traduire par de nouvelles restructurations, des fermetures d'agences et des changements de direction, rappelait ce week-end l'Eurogroupe dans un communiqué. Sans oublier la restriction, si ce n'est la suppression, des dividendes versés aux actionnaires.

De quoi faire fuir les investisseurs, selon les analystes économiques. Mais aussi stigmatiser tout le secteur. « Il faut insister sur la

différence entre les mauvaises banques et les bonnes, car la mauvaise gestion a surtout été le fait des caisses d'épargne », souligne le responsable d'une banque moyenne, qui craint les répercussions de l'aide sur la crédibilité de son entité, « saine et solvable ».

Les caisses d'épargne, véritables outils de financement politique aux mains des présidents des régions autonomes, n'ont pas appliqué des critères économiques lors de l'octroi de crédits, mais politiques. Elles se sont engouffrées dans la bulle immobilière et en sont ressorties avec des milliards d'euros d'impayés et des milliers de terrains, logements et promotions immobilières en construction, dont personne ne sait la valeur, sur les bras.

Aujourd'hui, certains s'insurgent de cette solution clés en main offerte aux mauvais gestionnaires, sans qu'ils n'aient à rendre des comptes, au risque de créer une « concurrence déloyale », selon la directrice déléguée de Bankinter, qui s'était exprimée en ces termes début juin, alors qu'elle commentait l'aide de 19 milliards d'euros demandée par Bankia au gouvernement. Aide « excessive », avait-elle déclaré, redoutant que cet établissement réalise ensuite « des investissements publicitaires millionnaires » et « tire les prix vers le bas ». ■

S.M.

### Fitch baisse la note de Banco Santander et BBVA

Une semaine après avoir dégradé la note de la dette souveraine espagnole, l'agence de notation Fitch a baissé de deux crans les notes des deux principales banques espagnoles, Banco Santander et BBVA, à BBB+ (satisfaisant), du fait des mauvaises

perspectives macroéconomiques de l'Espagne. Exceptionnellement, Fitch a maintenu une note supérieure à celle du pays (BBB-) du fait de leur « diversification géographique, fort rendement financier et capacité prouvée à absorber les chocs ».

## mobeco

Détaillant-grossiste vend aux particuliers  
les grandes marques "au meilleur prix"

**MATELAS - SOMMIERS  
CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC**

**CONVERTIBLES  
POUR COUCHAGE QUOTIDIEN**

**DIVA - CASANOVA - BUROV - NEOLOGY  
NICOLETTI - LELEU - MARIÉS CORNER ...**

**TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI  
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - SEALY ...**

**Livraison gratuite sur toute la France**  
Réglez en 10 fois sans frais \*

50 av. d'Italie  
75013 PARIS
148 av. Malakoff  
75116 PARIS
247 rue de Belleville  
75019 PARIS

01 42 08 71 00 7j/7

www.mobeco.com leader de la vente en ligne

## LA CRISE DE L'EURO

## L'aide à Madrid ne convainc pas les marchés, Rome en ligne de mire

Les investisseurs redoutent les effets du ralentissement économique en Italie, entrée en récession depuis la fin 2011. Les valeurs bancaires de la Péninsule ont chuté en Bourse

Le sauvetage de l'euro doit intervenir « en moins de trois mois ». Telle est la mise en demeure de Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), prononcée, lundi 11 juin, sur la chaîne américaine CNN. Les dirigeants européens ont eu beau indiquer, samedi, qu'un prêt pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros allait être accordé à Madrid, investisseurs et politiques ont allègrement jeté, dès lundi, de l'huile sur le feu, que les Etats de l'union monétaire s'étaient pourtant attelés à éteindre durant le week-end.

Les investisseurs ont exprimé leur scepticisme face à un prêt jugé encore en gestation dans ses modalités techniques (taux, montant de l'aide, contreparties, mécanismes de financement...). « Il y a eu une grande annonce sur le plan, mais rien sur les détails concrets. Il reste énormément de points techniques à régler », note Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC. Les responsables européens n'ont pas encore compris que ces grandes annonces pas encore finalisées passaient très mal sur les marchés. Il y a un problème de communica-

tion avec les marchés, et ces malentendus se révèlent dévastateurs. « La mise en musique [des mesures annoncées] s'annonce difficile », jugent de leur côté les analystes de CM-CIC : « Selon les choix que feront les Européens – choix des conditions pour Madrid, choix du mécanisme de financement, choix du taux –, le déblocage des fonds prendra plusieurs semaines ou plusieurs mois. »

Malgré une hausse de près de 6% à l'ouverture, la Bourse de Madrid a clôturé, lundi, en baisse de 0,54%. Les taux des emprunts d'Etat espagnols à dix ans, qui avaient un temps reculé à 6,06% jeudi matin, sont remontés pour s'établir, mardi matin, à 6,56%. Un niveau proche du sommet de 6,63% atteint le 30 mai. Pour ne rien arranger, l'agence Fitch a estimé, mardi, que le pays manquera de beaucoup ses objectifs de déficit budgétaire, aussi bien cette année (5,3% attendus) qu'en 2013.

L'enthousiasme de mise lundi matin s'est également terni au fil de la journée sur les grandes places financières européennes, qui ont toutes fini dans le rouge.

Mais il est un pays sur lequel les

investisseurs se sont acharnés, c'est l'Italie. La Bourse de Milan a terminé la journée en recul de 2,79%, signe que les marchés considèrent Rome comme la prochaine victime potentielle des turbulences européennes, après la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Les valeurs bancaires ont été particulièrement attaquées : Unicredit s'est effondrée de 8,81%, tandis qu'Intesa Sanpaolo chutait de 5,91%. Quant au taux des emprunts italiens, il est repassé

### Le taux des emprunts italiens est repassé au-dessus du seuil symbolique de 6%

au-dessus du seuil symbolique de 6%. « Le sauvetage de l'Espagne consommera l'intégralité des ressources du FESF [Fonds européen de stabilité financière], notent les analystes de CM-CIC. Dans ce contexte, il n'y a plus rien pour sauver le système bancaire italien si cela s'avérait nécessaire. »

Cette contagion mécanique à l'Italie est également le signe d'un grand désarroi des investisseurs internationaux, qui se débarrassent de toutes leurs dettes jugées à risques sans vouloir comprendre la zone euro dans ses détails, note M. Mourier. « Le risque en Italie est tout simplement macroéconomique : les chiffres montrent que l'économie du pays ne va pas bien du tout. Les PME italiennes, notamment, sont perçues comme à risques, et donc exclues du système bancaire », indique Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis AM.

Officiellement en récession depuis la fin 2011, le pays a enregistré une nouvelle contraction de 0,8% de son produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre. La consommation des ménages se contracte depuis quatre trimestres, tout comme les investissements des entreprises, sous le double effet du ralentissement économique global et des réformes réalisées par le gouvernement de Mario Monti.

Reste que la situation de Rome diffère singulièrement de celle de Madrid. La trajectoire de la dette italienne s'est relativement stabilisée – contrairement à celle de l'Espagne qui a presque doublé en quatre ans –, principalement en raison de l'existence d'un excédent primaire dans la péninsule (le budget de l'Etat est excédentaire, une fois retranchée la charge de la dette). Mais l'Italie est lestée de la dette la plus élevée de la zone euro (hors Grèce) : elle est attendue à 123,4% du PIB fin 2012 par le FMI.

Rome doit emprunter 242 milliards d'euros sur les marchés cette année pour refinancer sa dette. Un programme jusqu'ici réalisé à 41%, selon la banque Natixis, ce qui pourrait placer la Péninsule en situation délicate si jamais la pression s'accroît encore.

La ministre autrichienne des finances, Maria Fekter, n'a d'ailleurs pas exclu, lundi soir, que l'Italie doive se résoudre à demander une aide financière de ses partenaires européens dans les prochains mois : « L'Italie doit se sortir de son dilemme économique – des déficits et une dette très élevés. Mais naturellement, il se peut que, compte tenu des taux élevés dont [le pays] s'acquitte déjà pour se refinancer sur les marchés, elle en vienne à une aide de soutien. »

CLÉMENT LACOMBE ET  
AUDREY TONNELIER

## François Hollande reçoit les trois dirigeants du SPD à l'Élysée

Paris explique cette initiative par la préparation du sommet de Bruxelles, les 28 et 29 juin

Il avait juré, pendant sa campagne, de ne convoquer à l'Élysée aucun parlementaire socialiste et d'incarner un président au-dessus des partis. François Hollande va pourtant déroger à la règle, mercredi 13 juin en fin de journée, en recevant la troïka qui dirige le Parti social-démocrate... allemand. Le président du SPD, Sigmar Gabriel, le président du groupe parlementaire, Frank-Walter Steinmeier, et celui qui aimerait représenter le parti contre Angela Merkel aux prochaines élections, Peer Steinbrück, ancien ministre des finances, rencontreront également le premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

S'il est arrivé qu'un président de la République reçoive un dirigeant de l'opposition allemand, candidat à la chancellerie, une rencontre de ce type est inédite. « Cela ne me paraît pas extravagant. Ni plus ni moins que lorsque M<sup>me</sup> Merkel soutenait M. Sarkozy à la présidentielle », indique un conseiller du président. Mais plutôt qu'une rancune à vider contre la chancellerie, qui n'a pas souhaité rencontrer le candidat Hollande pendant la campagne, l'Élysée avance une préparation approfondie du sommet de Bruxelles des 28 et 29 juin.

« C'est de la politique, se défend un conseiller. On a le droit quand même ? » Et aussi, une manière de faire pression sur Angela Merkel, à deux semaines d'un sommet qui s'annonce également comme une confrontation franco-allemande. Les sociaux-démocrates allemands semblent avoir, même s'ils s'en défendent, le même objectif.

Pure coïncidence ? Mercredi, en milieu de journée, M<sup>me</sup> Merkel devrait ainsi recevoir les mêmes dirigeants du SPD pour trouver un accord afin qu'ils acceptent de

voter le pacte budgétaire. La loi allemande requiert que ce texte obtienne la majorité des deux tiers au Parlement, et donc l'accord du SPD et des Verts. Cette rencontre à Berlin aurait pu être la dernière, mais il n'en sera rien. Les dirigeants du SPD entendent poursuivre les négociations au-delà. A Paris, ils veulent savoir quelle est la position de la France sur la taxe sur les transactions financières, où en sont les négociations franco-allemandes sur la relance de la croissance en Europe et ce qu'il en est de la ratification du traité fiscal.

### « Relance de la croissance »

L'Élysée, pour sa part, entend s'enquérir de l'état des négociations avec la chancellerie sur la ratification du traité et « les sensibiliser à notre position qui est de mettre l'accent sur la relance de la croissance », indique un collaborateur. En mars, Peer Steinbrück avait qualifié de « naïf » le souhait de François Hollande de renégocier le pacte budgétaire, mais Sigmar Gabriel jugeait qu'il fallait le « compléter » par un pacte sur la croissance.

L'annonce de cette rencontre n'a suscité aucune réaction officielle de la chancellerie. Celle-ci aurait néanmoins fait passer le message qu'une conférence de presse franco-allemande qui se tiendrait à Paris, à l'issue de ces entretiens, ne serait pas la bienvenue. François Hollande, qui se rendra jeudi à Rome pour rencontrer son homologue italien Giorgio Napolitano et le président du conseil, Mario Monti, se rendra, le 10 juillet à Londres. Il sera reçu par la reine d'Angleterre, Elizabeth II, et le premier ministre, David Cameron. ■

FREDERIC LEMAÎTRE (À BERLIN)  
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

## L'aide à l'Espagne sera « neutre » pour la France

Le plan d'aide européen en faveur de l'Espagne sera « neutre » pour les finances publiques de la France, a affirmé Pierre Moscovici, le ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, mardi 12 juin sur Europe 1.

« Par rapport à nos finances publiques, c'est neutre parce que nous avons déjà voté un plafond de garanties au Parlement qui inclut cette éventualité, donc pas d'effet », a-t-il déclaré. M. Moscovici a également souli-

gné que le montant décidé par les dirigeants européens correspondait à un plafond. « On ne sait pas quelle est la somme parce que 100 milliards, c'est un plafond », a-t-il indiqué. Samedi, à l'annonce du plan, M. Moscovici avait salué un « signal très fort de solidarité ». Conformément au poids de l'économie française dans la zone euro, la France garantit un cinquième du plan d'aide aux banques espagnoles, soit jusqu'à 20 milliards d'euros.

## Comment la Grèce a vu ses usines disparaître une à une

Les plaies de la Grèce (2/6) Un appareil productif en panne de compétitivité, des investissements trop faibles... Histoire d'un inexorable déclin

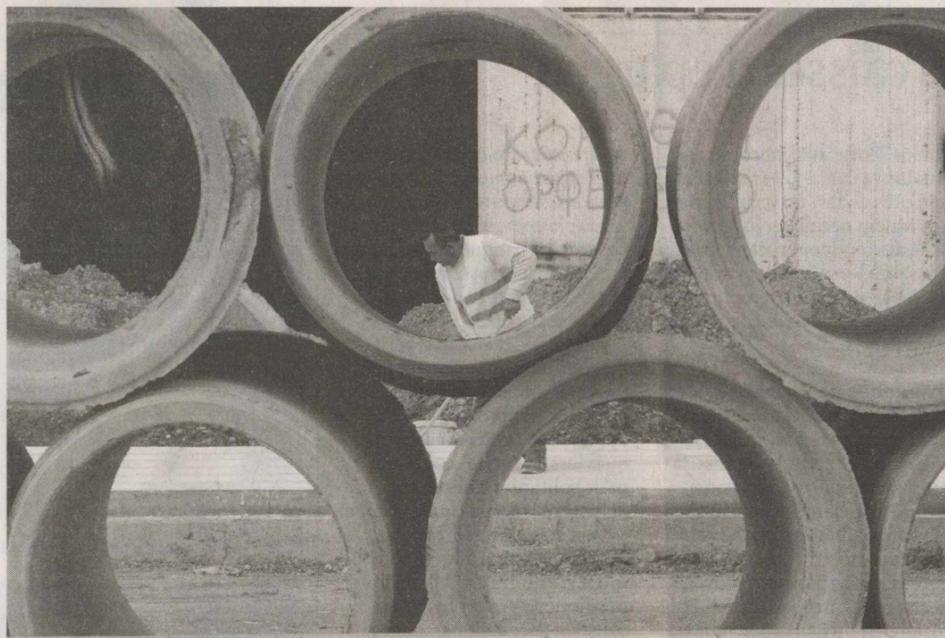
Athènes  
Envoyée spéciale

Theodore Leventakis, grand gaillard volubile de 54 ans, est un as de la débrouille, parfaitement à l'aise dans le dédale administratif et fiscal de la Grèce qui exaspère tant ses homologues. « Crise ou pas, en Grèce les affaires sont difficiles », philosophe-t-il. Mais malgré son optimisme indéfectible, aujourd'hui, Theodore est amer.

Au début des années 1980, il était à la tête d'une fabrique de textile de 1200 personnes, raconte-t-il avec nostalgie. Basée à Metamorfofi, une zone industrielle à quelques kilomètres d'Athènes, sa société, Leventakis textile, fabriquait toutes sortes de vêtements à partir de coton récolté notamment dans le sud du Péloponnèse, destinés à l'exportation.

Aujourd'hui, M. Leventakis est le patron de 25 personnes. Pas une de plus. Il a expatrié son usine en Ouzbékistan au milieu des années 1990, pour toutes sortes de raisons. Les taxes quasi inexistantes, l'énergie moins chère, et bien entendu les salaires bien moins élevés. « 2,50 dollars [2 euros] la journée », indique-t-il.

Son frère Georges a repris la gestion de Leventakis textile à distance, avant que la famille ne décide de tout vendre en 2001. Depuis, il a refondé une société de recyclage de déchets, mais il regrette. « Bien sûr, j'aurais aimé garder l'usine ! » confie-t-il, avant de trancher, fataliste : « L'industrie du textile est morte en Grèce. »



Un ouvrier sur un chantier, à Athènes, le 10 janvier 2011. PETRO GIANNAKOURIS/AP

Des histoires comme celle-ci, la Grèce en regorge. Tous les chefs d'entreprise n'ont pas opté pour l'Ouzbékistan, mais beaucoup ont décidé de quitter Athènes pour développer leurs affaires ailleurs, dans des pays « low cost ».

Résultat, en dix ans, la production de textile grecque, jadis florissante, a plongé de 55% selon l'Elstat, l'institut de statistiques hellénique. En 2000, le secteur employait 28715 personnes. Ils n'étaient plus que 17600 en 2010. Le textile n'est pas le seul à avoir décliné. L'agriculture a subi un

sort comparable avec une production en chute de 18,6% sur la période, selon la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE).

Pour les remplacer ? Les services, dopés par le développement du tourisme et la libéralisation de la finance et des télécommunications. En une décennie, la part du tertiaire a grossi de... 83%. Mais « les services sont faits pour accompagner l'industrie pas pour s'y substituer ! », rappelle Michalis Vasileiadis, économiste à l'IOBE.

Le pays a perdu ses usines. En Grèce, maintenant, tout est

textile... La Grèce, pays encore très agricole et peu innovant, n'était tout simplement pas prête à affronter ces bouleversements.

D'autant qu'avec l'adoption de l'euro, le coût du travail a dérapé, augmentant bien plus vite que son économie. Le coût horaire de la main-d'œuvre, en tenant compte des gains de productivité, est passé de 10 euros en 1999 à 15,56 euros en 2011, selon les données de Natixis. Dans le même temps, en Allemagne, il n'augmentait que de 2 euros.

Il faut reconnaître qu'il était difficile de résister à la tentation de faire profiter les travailleurs de l'entrée dans l'Europe. A l'époque, l'argent coulait à flots : l'adoption de la monnaie unique a réduit le coût du crédit, qui s'est aligné sur celui de ses partenaires.

« La Grèce a souffert d'un problème assez général à l'Europe du Sud », explique Laurence Boone, économiste chez Bank of America Merrill Lynch. L'entrée dans l'euro a provoqué une bulle de crédit. L'illusion de croissance liée à cet afflux d'argent a occulté la disparition progressive de l'industrie au profit des « pôles de compétitivité », en Allemagne notamment. C'est comme lorsqu'on a construit un TGV entre Paris et Lyon. Au lieu de développer l'industrie à Lyon, les gens sont venus plus facilement travailler à Paris. »

Voilà pour les responsabilités de l'Europe. Mais le pays a aussi « fauté ». Avec ces facilités de crédits, les entrepreneurs auraient pu investir dans de nouvelles machines ou dans la recherche. Or l'agriculture ne s'est jamais

modernisée. L'industrie non plus.

En 2007, les dépenses de recherche et développement (R & D) représentaient 0,6% du PIB, soit trois fois moins que la moyenne de la zone euro (entre 1,88% et 1,85%), souligne M. Vasileiadis, économiste à l'IOBE. Pourtant les innovations dans le textile sont possibles, dit-il, en particulier avec le coton bio et les textiles techniques utilisés dans les hôpitaux ou le sport...

Mal utilisé, l'afflux d'euros a aussi contribué à faire grossir encore et encore la fonction publique. Les partis politiques grecs de droite (Nouvelle Démocratie)

### Mal utilisé, l'afflux d'euros a aussi contribué à faire grossir encore et encore la fonction publique

comme de gauche (Pasok) ont acheté des voix contre des emplois, au point de rendre la fonction publique pléthorique.

Le système n'a révolté personne, car tout le monde en a profité. L'Etat faisait même vivre des micro-entreprises. Ainsi de Georges Tselepis. Sa petite société de construction faisait 35% de son chiffre d'affaires avec des sociétés publiques. Aujourd'hui, il déchantera. L'Etat, en faillite, ne paie plus depuis trois ans. Il lui doit 250 000 euros. ■

CLAIRE GATINOIS

## Grèce : la souffrance sans récompense

L'ANALYSE

CLAIRE GATINOIS  
SERVICE ÉCONOMIE

Rarement une élection en Europe aura autant attiré les regards. De surcroît dans un pays dont l'économie ne pèse guère plus que celle du département des Hauts-de-Seine : la Grèce. C'est que, dimanche 17 juin, de l'issue du scrutin législatif à Athènes dépendra l'avenir de la zone euro à dix-sept, dit-on.

Que la population, écœurée par quatre et bientôt cinq années de récession et de sacrifices, se prononce en faveur de la gauche radicale, Syriza, et c'est la catastrophe, estime-t-on à Bruxelles. Alexis Tsipras, leader du parti, s'est clairement opposé à la rigueur de la « troïka » (la Banque centrale européenne [BCE], le Fonds monétaire international [FMI] et la Commission européenne). Or, refuser ces efforts, en contrepartie des milliards prêtés au pays, équivaut à ne pas respecter les règles de l'union monétaire, donc à devoir la quitter. En d'autres termes, le pays a le choix entre « rester et souffrir ou bien sortir et disparaître », résume l'écrivain Makis Malafekas.

Un dilemme insoluble que les « mélenchonistes » grecs ne sont pas les seuls à dénoncer. Des économistes, y compris anglo-saxons, s'alarment aussi des recettes de la « troïka », jugées au mieux inefficaces et au pire corrosives. Dans un rapport de février 2012 intitulé *More Pain, No Gain for Greece* (« plus de souffrance, mais pas de récompense pour la Grèce »), Mark Weisbrot et Juan Antonio Montecino, du Centre pour la recherche en économie et en politique (CEPR), à Washington, notent que le FMI a dû réviser ses calculs à maintes reprises pour avoir sous-estimé les effets nécessaires de l'austérité. L'erreur de calcul n'est pas mineure : la chute du produit intérieur brut (PIB) a été minimisée de 6,9 %, disent-ils. Or, plus le pays avance dans la rigueur, plus la récession s'aggrave.

A leurs yeux, la « troïka » s'est trompée dans son analyse en pensant que la Grèce pourrait s'en sortir en opérant une « dévaluation interne », c'est-à-dire en compensant son incapacité à dévaluer la monnaie par une baisse des revenus et des salaires pour retrouver sa compétitivité.

L'Argentine, qui depuis son défaut fin 2001-début 2002 est devenue la référence de ce qu'il faut ou ne faut pas faire en matière de faillite d'Etat, ne s'en est pas sortie comme ça, rappellent-ils. Si le pays a su faire rebondir son PIB de plus de 63 % entre 2002 et 2008 (en prix constants), c'est justement en abandonnant cette politique de dévaluation interne, en desserrant l'étau de la rigueur et en permettant aux ménages de consommer et aux entreprises d'investir à nouveau. Finalement, les exportations du pays, certes dopées par l'envolée des prix agricoles, n'ont contribué qu'à une petite partie du « miracle argentin », affirment les auteurs.

Dans ce contexte, il semble logique que la médecine

de la « troïka » ne marche pas à Athènes. Et, si les exportations grecques ont progressé en 2011, c'est au prix de l'atrophie du reste de l'économie. Entre janvier 2008 et mars 2012, le PIB s'est écroulé de 17 % et les faillites s'accumulent. En 2011, 9,2 sociétés fermaient quand 10 étaient créées, selon l'association des exportateurs helléniques. Une situation dramatique dans un pays où l'industrie manufacturière est déjà malingre.

Aucun cercle vertueux ne s'enclenche. A Athènes, la chute des salaires ne se traduit même pas par une baisse des prix. Dans les supermarchés du pays, les produits sont aussi chers qu'à Paris. Et pour cause : l'essentiel est importé. Quant au tourisme, il souffre des images d'émeute diffusées sur les télévisions mondiales. Persister dans cette direction serait donc dangereux. Et destructeur. « *Quatre ans de récession pèsent sur la qualité des infrastructures et la qualité de l'industrie* », note Laurence Boone, économiste chez Bank of America-Merrill Lynch à Londres.

### Des économistes s'alarment des recettes de la « troïka », jugées au mieux inefficaces et au pire corrosives

Certes, la « troïka » a des raisons d'être exaspérée. Les réformes traînent, les promesses ne sont pas tenues. Depuis deux ans, les privatisations prévues pour combler une partie du déficit n'ont pas abouti. Et plus le temps passe, plus l'argent part en fumée. Le FMI notait dans un rapport intermédiaire que certaines sociétés publiques avaient déjà perdu 50 % de leur valeur.

Difficile aussi de travailler dans un pays où le monde des affaires est dit « fossilisé » par la bureaucratie et les rigidités du marché du travail. Délicat, enfin, de collecter l'impôt dans une société minée par la corruption et la fraude fiscale, estimée entre 15 et 20 milliards d'euros par an par le cabinet McKinsey...

Mais, contourner l'obstacle en laissant l'Etat s'attaquer au salaire minimum des jeunes (réduit de 32 %), aux dépenses de santé, ou à la TVA (relevée à 23 %), n'a fait qu'envenimer les choses. La population aurait sans doute été mieux disposée à accepter des sacrifices si elle avait associé l'arrivée de ces bailleurs de fonds à la mise en place de mesures visant à rétablir un Etat de droit et une justice fiscale.

Au lieu de cela, les Grecs voient leur modèle social voler en éclats tandis que le chômage s'envole. Qu'une partie de la population soit tentée de rejeter la manière dont l'austérité lui est imposée n'a donc rien d'irrationnel. Certains s'étonnent même que le pays n'ait pas déjà craqué. L'Argentine, elle, n'avait enduré « que » trois années et demie de récession avant de fiche dehors le FMI et de répudier sa dette. ■

LE LIVRE

## Du bon usage du conservatisme

Comment se fait-il qu'un tel penseur, honoré dans les pays anglo-saxons, soit quasiment inconnu en France ? Michaël Oakeshott (1901-1990) a été professeur à la London School of Economics. Une école où ont enseigné entre autres Friedrich Hayek et Karl Popper, et dont l'écrivain George Bernard Shaw fut un des membres fondateurs. Le premier essai d'Oakeshott – issu d'une conférence donnée en 1956 devant les étudiants de l'université de Swansea, au Pays de Galles – publié en français (*De la conduite humaine*, PUF) ne l'a été qu'en 1995.

Le conservatisme, selon Oakeshott, n'est pas une croyance ou une doctrine, mais une « disposition ». Ses traits généraux « se concentrent autour d'une propension à employer et à apprécier ce qui est disponible plutôt qu'à souhaiter ou à rechercher quelque chose d'autre, à se réjouir de ce qui est, plutôt que de ce qui était ou de ce qui pourrait être ». Etre conservateur, c'est avoir une méfiance raisonnée vis-à-vis de l'esprit d'innovation. « *Le conservateur ne saurait sacrifier à la légère un bien connu pour un mieux inconnu. (...) Pour lui, se trouver égaré, dérouter ou naufragé n'a rien de magique. S'il est contraint de se lancer sur des eaux inconnues, il considère comme une vertu de sonder les profondeurs à chaque encablure.* »

C'est peu dire qu'Oakeshott, lecteur d'Hobbes et de Hume, est sceptique vis-à-vis de la gauche rousseauiste ou des idéologies mobilisatrices. Il est aussi critique envers le néolibéralisme, tendance Hayek. Oakeshott ne défend



pas un conservatisme « jusqu'au-boutiste ». Si le changement est une menace pour l'identité, écrit-il, « *l'identité n'est pas une forteresse au sein de laquelle il est possible de se retirer.* »

Mais, avec Oakeshott, tout le monde en prend pour son grade. Les gourous du management, qui considèrent que le conservatisme est « *une gêne malencontreuse pour le développement en cours* ». Et aussi les croyants en la politique, pour qui « *le "gouvernement" apparaît comme un vaste réservoir de pouvoir... [ils] conçoivent l'aventure des gouvernants comme le fait de s'emparer de cette source de pouvoir, si nécessaire de l'accroître, et de l'utiliser pour imposer leurs projets à leurs semblables.* »

Beaucoup de relations, dans notre monde, sont conservatrices, et non progressistes, affirme Oakeshott, comme celles qui reposent sur l'amitié, la loyauté ou la familiarité, « *plus désirable que la perfection* ». Reste une question. Si nous avons tous une disposition au conservatisme, pour quelle raison, dans le monde moderne, celle-ci est-elle constamment dévalorisée ? Il se pourrait bien, suggère Oakeshott, que nous manquions tout simplement « *de sympathie envers nous-mêmes* ». ■

PHILIPPE ARNAUD

*Du conservatisme*, de Michaël Oakeshott, éditions du Félin, 110 pages, 11 euros.

LIRE AUSSI

### Dix propositions émergentes pour la France

Au milieu des pleurs sur la compétitivité perdue de la France, cet essai a le mérite de rappeler que le basculement de l'économie mondiale vers les pays émergents est aussi une opportunité à saisir pour les entreprises françaises. A condition d'en prendre conscience et de s'organiser : l'auteur lance dix propositions en ce sens.

> *Le Défi des pays émergents, une chance pour la France*

> Christian Déséglise, éditions Michel de Maule, 208 pages, 18 euros.

### Le livre noir du marché du travail

Jeune diplômé, après deux ans passés à l'ONU à New York, le héros de ce roman revient à Paris l'esprit léger, prêt à investir le marché du travail français. Le récit de ces entretiens d'embauche dans un cabinet ministériel, une société de conseil ou une entreprise du CAC 40 dessine une typologie des méthodes de recrutement en France qui mérite le détour. Humour, désespoir et réalisme rythment cette enquête sur l'emploi des jeunes.

> *Génération CV*

> Jonathan Curriel, Fayard, 320 pages, 19 euros.



## L'air du monde | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

# Le monde entier en veut à la zone euro

Soudain, le monde réalise qu'il est mondialisé. En 2008, lorsque la chute de Lehman Brothers a plongé Wall Street dans la crise et ébranlé la finance internationale, le concept de découplage est apparu comme un canot de sauvetage : certes, la crise financière fragilisait les économies occidentales, mais tigres et dragons asiatiques, en excellente santé depuis la cure d'amaigrissement imposée par leur propre crise financière dix ans plus tôt, résistaient. Ils résistaient si bien qu'on pouvait même compter sur eux pour relancer, par ricochet, les économies des pays avancés.

La crise de l'euro, elle, sonne le glas du découplage. Plus personne n'est à l'abri. La vague ne fait pas chavirer que les gros bateaux, elle menace d'emporter aussi les

canots de sauvetage. Irrémédiablement liés, chacun entraîne l'autre. Les économies asiatiques ou latino-américaines à forte croissance voient leurs chiffres pâlir et s'inquiètent. L'Inde accuse le coup et, dans la bonne tradition indienne, s'enfonce dans les récriminations internes. La Chine voit elle aussi la machine ralentir et se repose la question d'un plan de relance. Le Brésil cherche des relais de croissance à l'intérieur de son économie, pour pallier le fléchissement externe. Les États-Unis croyaient être repartis ? Là encore, les chiffres du chômage de mai ont douché les espoirs nés de la timide reprise du début d'année.

Les raisons de ce ralentissement général ne se limitent pas, bien sûr, à la crise de l'euro et les effets n'en sont pas uniformément dra-

matiques. Mais cette conjonction de mauvaises nouvelles planétaires, au moment où la zone euro s'approche si dangereusement du bord du gouffre que le « pas de géant » fatal est à craindre à tout moment, met les nerfs de nos dirigeants à rude épreuve, dans quelque hémisphère qu'ils se trouvent. Certains, en année électorale, jouent leur avenir politique. La tension monte et, parfois, les nerfs lâchent. La tentation est grande, alors, de jouer à ce que les Américains appellent « *the blame game* », équivalent de « à qui la faute ? » Depuis deux semaines, le *blame game* est devenu un sport mondial.

Certains le pratiquent – ils sont assez rares – avec une grande candeur, comme la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, lorsqu'elle confie au *Guardian* que les Grecs lui inspireraient davantage de compassion s'ils payaient leurs impôts. Les Britanniques savent aussi mettre les pieds dans le plat, mais c'est plus calculé. Regonflés par la magie d'un jubilé royal aussi kitsch que pluvieux, ils ne peuvent accepter que la paralysie politique de l'Europe continentale, qui d'ordinaire ne les gêne pas plus que cela, puisse gâcher la fête. Le chancelier de l'Échiquier, George Osborne, a fini par l'écrire noir sur

blanc, dimanche 10 juin, dans le *Sunday Telegraph* : « *La crise à nos portes est en train de tuer notre reprise, déjà malmenée par les vents contraires des prix du pétrole élevés et du fardeau de la dette.* »

L'économie britannique est en récession, à qui la faute ? À l'indécision des responsables de la zone euro, bien sûr ! Trop facile, ont rétorqué quelques députés du propre parti conservateur de George Osborne. « *Ce n'est pas la crise de l'eurozone qu'il faut blâmer pour notre performance économique désastreuse, a protesté l'un d'eux, Douglas Carswell, mais notre absence quasi totale de réformes !* »

À sa décharge, le ministre britannique ne faisait que se mettre dans les pas du président américain Barack Obama qui, après avoir été très magnanime à l'égard de ses amis européens au cours du dernier G8, a fini par perdre patience en fin de semaine dernière. Il faut dire que la semaine avait été difficile pour lui et lourde de mauvais résultats économiques. Alors lui aussi, M. Obama, a montré l'Europe du doigt : certes, a-t-il dit, les dirigeants européens « *comprennent la gravité de la situation* ». Mais en gros, qu'attendent-ils pour se lancer ? Et le président américain de suggérer quelques pistes : « *Il faut d'abord stabiliser le*

*système financier et injecter du capital dans les banques.* » Mais surtout, il faudrait « *faire preuve d'engagement politique* », ce serait « *un pas important* ». Car « *plus vite ils agiront, moins la reprise coûtera cher* ».

Aux États-Unis, comme souvent en campagne électorale, se traiter d'« *européen* » est l'insulte politique la plus en vogue. Il ne vient heureusement à l'esprit d'aucun de ces dirigeants européens, trop occupés à chercher la lumière au bout du tunnel, de rappeler aux Américains que l'origine de cette crise mondiale, qui aujourd'hui menace l'existence même de l'euro, se situe à Wall Street.

Les Européens ne sont d'ailleurs

place à François Hollande, « *Saint-François* ». On n'attaque pas un « *président des bisous* ». C'est donc sur elle, sur son intransigeance et sur « *l'égoïsme allemand* » que l'on fait feu. « *Allume le moteur, Angela* », ordonne *The Economist*, qui lui reproche de n'avoir jamais proposé de « *plan suffisamment audacieux pour mettre les marchés au pas* ».

Martin Wolf, chroniqueur du *Financial Times*, a compté qu'elle avait déjà dit « *nein* » à 7 solutions possibles à la crise. Dans *Le Monde* du 12 juin, l'économiste Nouriel Roubini et l'historien Niall Ferguson accusent l'Allemagne de s'arc-bouter sur 1923 (l'hyperinflation) plutôt que de se souvenir de 1933

## Une conjonction de mauvaises nouvelles planétaires met les nerfs de nos dirigeants à rude épreuve, dans quelque hémisphère qu'ils se trouvent

pas en reste pour jouer, entre eux, à « à qui la faute ? ». Le très placide Mario Draghi était, le 31 mai, au bord de l'implosion. « *Dissipez le brouillard !* », a-t-il supplié les dirigeants des pays de la zone euro. Autrement dit, décidez quelle Union vous voulez et faites-la ! Car celle-ci n'est « *pas gérable* », a poursuivi le président de la Banque centrale européenne (BCE), ajoutant, un brin excédé : « *Ce n'est pas à la BCE de combler le vide de la gouvernance européenne.* »

Dans ces cas-là, tous les regards se tournent vers l'Allemagne et surtout vers sa chancelière, Angela Merkel. Nicolas Sarkozy était une cible commode mais il a cédé la

(la mort de la démocratie allemande) et rappellent que, « *après tout, la prospérité de l'Allemagne est dans une large mesure une conséquence de l'union monétaire.* »

Justes ou injustes, une chose ressort clairement de ces critiques : l'urgence absolue d'une prise de conscience collective, d'un sursaut politique et de l'exercice du leadership. Une fois le cap des législatives françaises et grecques passées, le 17 juin, les dirigeants européens n'auront plus aucune excuse pour procrastiner. Le monde attend. ■

kauffmann@lemonde.fr  
Twitter : @SylvieKauffmann